

La mobilisation du 26 novembre des cheminots pour la défense des services publics, après celle de l'EDF et de l'école, doit être également l'occasion d'avancer vers une mobilisation de tous les services publics y compris la santé.

26 novembre : pour les services publics



En dépit des déclarations du Ministre de la santé annonçant la fin de la "maîtrise comptable" des dépenses de santé, le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) qui vient d'être adopté par le parlement en première lecture montre la poursuite de l'offensive contre l'hôpital public. Avec 5% d'augmentation des crédits, la crise traversée par les établissements hospitaliers, en situation de déficit, va s'aggraver. Les directeurs eux-mêmes estiment qu'il faut fixer l'augmentation minimum pour maintenir les moyens à 6,1%.

Painsec pour les hôpitaux

Le PLFSS pour l'année 2003 ne donnera aux établissements ni la possibilité de rattraper leurs retards budgétaires, d'investissement..., ni celui de financer les 80 000 emplois indispensables au passage aux 35 heures.

Les conséquences de ces restrictions budgétaires sont partout les mêmes : mobilité et flexibilité accrues, conditions de travail devenues insupportables pour les personnels, dégradation des conditions d'accueil et de soins pour les patients (délais d'attente plus long aux urgences ou pour obtenir des rendez-vous, interventions programmées reportées, fermetures de structures extérieures de psychiatrie...).

La mission nationale d'évaluation de la Réduction du Temps de Travail (rapport de M. Piquemal) fait le même constat accablant. Pour les rédacteurs du rapport, les solutions ne sont pas à chercher du côté des moyens humains et financiers mais plutôt dans la poursuite des plans de réorganisation et de restructuration du secteur public hospitalier au profit du secteur privé lucratif !

Réduction du Temps du Travail : un révélateur de la crise mais pas la cause

Mais ce n'est pas la RTT qui est à mettre en cause mais bien les choix politiques et économiques successifs. L'application des 35 heures en l'absence de moyens supplémentaires et face à une pénurie de personnel qualifié est venu en rajouter sur l'exaspération non résolue par les 3 protocoles de 2000 et 2001. Le plan de rénovation des établissements dit "hôpital 2007" annoncé par le Ministre à grand renfort médiatique, est placé dans la perspective de la "régionalisation" du système de santé et va renforcer l'inégalité d'accès aux soins. D'autre part, sous couvert d'égalité, la tarification à la pathologie est une véritable machine de guerre contre l'hôpital public qui ne sélectionne ni les malades ni les pathologies alors que le secteur privé choisit les créneaux les plus lucratifs. A travers ces mesures, c'est bien la mise en place d'un véritable système de santé à deux vitesses qu'on nous prépare.

Construire la résistance

De graves menaces pèsent sur tous les services publics aujourd'hui et celui de la santé n'est pas épargné. C'est dans ce sens et en l'absence de réactions coordonnées à toutes ces menaces (privatisation, ouverture au capital, remise en cause des 35 heures et du système de retraite, budgets intenable, suppression du congé de fin d'activité...) que Sud avait décidé d'interpeller les fédérations nationales du secteur pour préparer une initiative unitaire.

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires-Unitaires-Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau - 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org

Paris, le 15 novembre 2002

La fédération Sud a donc déposé un préavis de grève afin d'impulser partout où c'est possible des actions unitaires pour organiser un pôle hospitalier dans les manifestations du 26 novembre.